



**MINISTÈRE DU PLAN ET DE LA COORDINATION  
DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT**

*Le Vice-Premier Ministre*

**DISCOURS DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE VICE-PREMIER  
MINISTRE, MINISTRE DU PLAN ET DE LA COORDINATION DE L'AIDE  
AU DEVELOPPEMENT A LA MISSION D'INVESTISSEMENT ET DE RE-  
CHERCHE DE FINANCEMENTS POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PNSD EN  
RDC**

**Monsieur l'Ambassadeur de la République Démocratique du Congo au Japon ;  
Monsieur l'Ambassadeur du Japon en République Démocratique du Congo ;  
Monsieur le Représentant du Ministère de l'Economie ; Commerce et Industrie du Japon ;  
Monsieur le Représentant de Japan External Trade Organization (JETRO)  
Monsieur le Représentant de Japan Organization for Metals and Energy Security  
(JOGMEC)  
Monsieur le Représentant de la Japan International Cooperation Agency (JICA) ;  
Monsieur le Représentant de Hokkaido University ;  
Monsieur le Représentant de TRAPIDE CO LTD ;  
Mesdames et Messieurs,  
Distingués invités en vos titres et qualités respectifs,**

Je suis honoré de prendre part à ce Forum organisé conjointement par nos deux pays, la République Démocratique du Congo et le Japon, qui partagent une histoire vieille de plus de 60 ans. Je voudrais commencer par vous souhaiter la bienvenue et vous remercier pour l'intérêt que vous avez accordé à cette activité.

C'est aussi pour moi l'occasion de féliciter notre Ambassadeur au Japon, Monsieur LUKUMWENA NSENDA ainsi que tout le personnel qui œuvre avec lui pour les efforts déployés et la mobilisation afin d'assurer la réussite de cet évènement.

En effet, ce forum d'investissement fait suite à une série d'activités visant à renforcer les relations économiques et diplomatique entre les deux pays, notamment la Table Ronde et le Forum sur les Mines organisés respectivement en 2022 et en 2023.

En effet, depuis 2021, le Japon a lancé des initiatives dans le cadre de sa diplomatie économique centrée sur trois aspects, à savoir :

- a) l'établissement de règles pour le renforcement des systèmes économiques mondiaux libres et ouverts en promouvant divers accords économiques ;
- b) le soutien à l'expansion des entreprises japonaises à l'étranger, notamment par la promotion de partenariats public-privé ;
- c) la promotion de la diplomatie des ressources et du tourisme. Ces principales priorités diplomatiques passent par des Accords de Partenariat Economique (APE) dans les secteurs tels que l'énergie et les minéraux critiques, la sécurité alimentaire et le soutien aux activités des entreprises japonaises à l'étranger.

Elles sont structurées à travers les axes de coopération ci-après :

- **Accord de libre-échange (ALE) et Accord de partenariat économique (APE)**
- **Accord International d'Investissement (AII)**
- **Énergie et transition numérique**
- **Agriculture, Pêche et Forêts**

En outre, en marge de la participation du Président de la République Démocratique du Congo, Chef de l'Etat, Son Excellence Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO, à la TICAD 7 tenue en 2019 à Yokohama, la République Démocratique du Congo a renouvelé son engagement d'entretenir avec le Japon s'est résolument engagée dans une nouvelle dynamique de coopération bilatérale, à la fois sur les plans économique et diplomatique, visant à nouer entre autres, des partenariats stratégiques mutuellement bénéfiques dans les secteurs de la télédétection, des mines, de l'énergie, de l'industrie, des infrastructures et de la sécurité alimentaire.

Il s'agit donc d'un réchauffement des relations entre les deux pays et qui a posé de nouveaux jalons d'une coopération solide et prometteuse. A ce jour, l'on peut mettre à l'actif de cette nouvelle dynamique les résultats ci-après :

- la signature d'un accord de coopération dans le secteur minier en décembre 2022, entre la Ministre des Mines de la République Démocratique du Congo et le Ministre de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie du Japon ;
- les visites de travail à Kinshasa des Membres du Gouvernement japonais et des Hauts Cadres de l'Administration japonaise en 2023 et en 2024.

Afin d'aiguiser davantage le cadre pour ce partenariat stratégique, le Forum sur les Mines de 2023, le Forum d'affaires prévu en 2024, comptent parmi les nombreuses initiatives entreprises à ce jour, et qui devraient ouvrir la voie à une transformation structurelle pour un développement durable.

A cet effet, la République Démocratique du Congo prend à cœur l'engagement du Japon pris lors de la TICAD 8 à Tunis, car les investissements du secteur privé, partenaire essentiel pour ce processus de transformation, sont essentiels pour le développement durable et inclusif de l'Afrique.

La République Démocratique du Congo entend donc capitaliser sur la cinquième phase de l'Initiative d'Assistance Renforcée au Secteur Privé en Afrique (EPSA 5), qui est un partenariat entre la Banque Africaine de Développement (BAD) et le Gouvernement japonais pour la mobilisation des ressources en faveur du secteur privé africain.

Cette coopération financière, dont l'enveloppe s'élève à 5 milliards de dollars américains pour la période 2023 – 2025, permettra d'accompagner les initiatives de développement industriel des pays africains, dont le nôtre, la République Démocratique du Congo.

Aujourd'hui encore, nous avons l'occasion de marquer un pas de plus dans cette coopération à travers ce Forum d'investissement dont qui poursuit les principaux objectifs ci-après sont :

- La consolidation des acquis de la coopération dans le secteur minier à travers le rétablissement d'un contact direct avec les entreprises japonaises souhaitant investir dans le secteur minier congolais ;
- La relance de l'accompagnement dans les domaines de l'énergie, de l'industrie, de l'agriculture et des infrastructures ;
- La présentation de projets bancables pouvant bénéficier de financements par prêt concessionnel du Gouvernement japonais ;
- L'identification et l'implication des bailleurs de fonds japonais pour le financement du Programme National Stratégique de Développement (PNSD) de la République Démocratique du Congo.

Par ailleurs, ce Forum d'investissement est aussi le lieu de mettre l'accent sur la capacité de la République Démocratique du Congo à capter, à travers des projets bien structurés, une partie des fonds destinés à l'investissement direct en Afrique, et qui s'élèvent à 1,5 milliards de dollars américains.

Parmi les nombreuses initiatives dans le secteur de mines, visant non seulement l'exploitation mais surtout l'implantation des unités locales de transformation, la République Démocratique du Congo entend également asseoir la coopération avec le Japon par des projets tels que ceux portés par EGC et OKAPI. Ces projets consistent à enregistrer les artisanaux exploitants miniers dans le but d'assainir et sécuriser la chaîne d'approvisionnement de minerais.

**Mesdames et Messieurs,**

**Distingués invités en vos titres et qualités,**

La mobilisation de plus d'investissements possibles aussi bien nationaux qu'étrangers est un défi pour la République Démocratique du Congo.

Ce défi est au cœur de l'action du Gouvernement qui a doté le pays d'un **Plan National Stratégique de Développement** couvrant la période allant de 2024 à 2028, PNSD en sigle et vise à traduire en actions la vision de Son Excellence Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO, Président de la République, Chef l'Etat.

Cette vision consiste à fonder un État moderne, vaincre la pauvreté décrétée grande cause nationale, pour construire un Congo fort, tourné vers son développement, dans la paix et la sécurité, un Congo réconcilié avec lui-même.

Sur cette base, et pour aider le pays à faire face aux impératifs de son développement, le PNSD 2024-2028, cadre fédérateur et unique de référence de toutes les interventions du Gouvernement et de ses partenaires, réitère les engagements du Chef de l'Etat, tout en les déclinant en actions et projets de développement, assortis des indicateurs et des coûts pour leur mise en œuvre, autour de cinq domaines de concentration, à savoir :

- L'amélioration de la gouvernance ;
- La diversification de l'économie ;
- Le développement du capital humain ;
- Le développement des infrastructures et l'aménagement du territoire ; Et le développement durable et équilibré des provinces :

**Mesdames et Messieurs ;**

**Distingués invités,**

Comme vous pouvez bien le comprendre, la mise en œuvre des programmes et projets de développement prioritaires sur ces cinq domaines de concentration a un coût qui s'élève globalement à environ 94,30 milliards de dollars américains.

Les financements prévisibles pour le quinquennat sont estimés à 50,55 milliards de dollars américains, soit 53,60% du coût total, dégageant ainsi un gap de financement de 43,76 milliards de dollars américains, soit 46,40% du coût total des besoins de financement que le Gouvernement devrait mobiliser.

Pour combler ce gap de financement, le Gouvernement a mis en place une stratégie de mobilisation des ressources additionnelles reposant sur les piliers suivants :

Les politiques de financements publics ;

Les politiques des financements privés : celles-ci sont portées par deux leviers à savoir : **(i) le cadre de partenariat public-privé ; et (ii) l'amélioration du climat des affaires.**

En effet, s'agissant du Partenariat Public-Privé, le Gouvernement a réaffirmé, à travers son Programme d'Actions, sa volonté d'y recourir comme mécanisme alternatif de mobilisation des financements et de l'expertise du secteur privé, afin de relever les défis liés au développement des

Cette ambition a été concrétisée par la mise en place d'une Unité chargée d'assurer la coordination des Partenariats Public-Privé (UC-PPP), en contribuant notamment à l'amélioration qualitative des négociations et de l'exécution des contrats de partenariat public-privé.

Pour votre information, je signale que cet Etablissement public fera partie de la délégation de la République Démocratique lors de l'Expo OSAKA avec dans son Portefeuille une liste de projets d'infrastructures présentant un grand potentiel de structuration et de réalisation en Partenariat Public-Privé, que vous pourrez consulter et capter.

Dans le même ordre d'idées, conscient de la nécessité d'assurer la sécurité juridique et judiciaire des investissements ainsi mobilisés, le Gouvernement de la République est activement engagé dans un processus dynamique d'assainissement de son environnement d'affaires.

A ce jour, cet engagement est concrétisé par l'adoption d'une nouvelle Feuille de route des réformes relatives à l'amélioration du climat des affaires, qui comprend des mesures urgentes, à court, moyen et long terme dans divers secteurs socioéconomiques importants, à mettre en œuvre.

Cette feuille de route est aussi alignée aux différents indicateurs des agences et organismes internationaux de notation en la matière.

Pour l'essentiel, les réformes y portées couvrent la fiscalité, les services financiers, les services publics, la sécurité juridique et judiciaire, le commerce, les marchés et la concurrence.

En ma qualité de Vice-Premier Ministre, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, responsable direct au niveau de l'Exécutif des questions des investissements et de l'assainissement de l'environnement des affaires, je puis vous assurer solennellement de mon engagement personnel de jouer pleinement mon rôle et de la solidarité de tout le Gouvernement pour assurer un suivi efficace de la mise en œuvre des réformes portées dans la Feuille de route.

Il n'est plus un secret pour les pays du monde entier que la République Démocratique du Congo est une terre d'investissements. C'est là que le présent et l'avenir de notre planète se jouent. C'est donc maintenant le bon moment de prendre le risque afin de profiter de nombreuses opportunités, car la concurrence s'annonce rude.

**Le Japon a donc sa place et je dirai une place privilégiée dans cette course et ma présence ici s'inscrit dans une dynamique de partenariat stratégique avec les bailleurs et investisseurs japonais, afin de mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre de ce programme ambitieux.**

**Je profite de cette occasion pour faire une annonce !**

Le Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement va organiser, au deuxième semestre de cette année, la Conférence des investisseurs et des bailleurs de fonds.

L'objectif de cette conférence est de réunir des investisseurs et des bailleurs de fonds venus du monde entier, afin de mobiliser les ressources nécessaires pour la réalisation de divers projets de grande envergure dans notre pays. Vous y êtes d'ores et déjà invités.

Notre Ambassadeur au Japon, Monsieur LUKUMWENA NSENDI, sera notre point focal attitré pour vous tenir informés de l'évolution des préparatifs de cette conférence et des modalités de participation.

Tout en invitant tous à ce grand forum, je vous prie d'être rassurés que le pays ne ménagera aucun effort pour rendre votre séjour agréable et vos projets d'investissements une réalité.

**Je vous remercie.**